

Les crédits

Les enfants constituent 40 p. 100 de la clientèle des banques d'alimentation. Au Canada, 700 000 enfants comptent sur les banques d'alimentation pour se nourrir chaque jour. Ici, à la Chambre, le premier ministre conteste le nombre d'enfants qui sont pauvres et parle du nombre de personnes qui se sont élevées au-dessus du seuil de la pauvreté et du nombre réel d'enfants qui vivent dans la pauvreté. Le fait est que 700 000 enfants comptent sur les banques d'alimentation pour se nourrir. Le premier ministre ne voit pas leurs visages. Il ne voit pas les enfants décharnés qui tentent de rire tandis que leurs ventres crient famine. Il ne voit pas leur rendement scolaire et n'entend pas leurs professeurs les réprimander parce qu'ils sont distraits.

Ceux d'entre nous qui pensent que nous n'avons pas à nous occuper des enfants qui ont faim sont des égoïstes. Ils ont tort. Car les enfants sont l'avenir de notre pays. Ces enfants ont une mine sinistre. Une mine qui dit qu'ils ne pourront terminer leurs études. Au Canada, 30 p. 100 des enfants qui commencent l'école seront des décrocheurs.

À Montréal, le nombre de nouveau-nés à faible poids de naissance rivalise avec celui de certains pays en voie de développement. Au Manitoba, des enfants sont décédés par suite de malnutrition. Des enfants sont pauvres parce que leurs parents sont pauvres. Or, 60 p. 100 des pauvres au Canada sont des femmes, et ce budget accentue encore la féminisation de la pauvreté.

J'invite ce gouvernement à prendre des mesures pour améliorer la situation des femmes. Il faut rétablir le Programme de contestation judiciaire. Il faut rétablir le financement des programmes de formation de la main-d'oeuvre, pour que les Canadiennes puissent occuper les emplois qui sont disponibles, au lieu de s'enliser parce qu'elles ne possèdent pas les compétences nécessaires ou parce que les leurs sont dépassées. Il faut mettre en place un programme de services de garderies qui réponde vraiment aux besoins.

Ce gouvernement parle toujours de compétitivité. Si ce terme est le seul qu'il comprenne, pourquoi ne regarde-t-il pas le retard que nous sommes en train de prendre sur les pays européens en ce qui concerne les garderies, le congé parental, l'éducation et la formation de la main-d'oeuvre?

Livrons concurrence aux Européens sur ces questions. Leur compétitivité s'accroît non seulement parce qu'ils acceptent que les travailleuses aient des enfants, que les travailleuses doivent posséder des compétences leur permettant de s'acquitter de leurs tâches et que les gens ne naissent pas simplement pour servir des intérêts commerciaux, mais aussi parce qu'ils croient que les entreprises doivent tenir compte des besoins de la population.

Tout comme ce gouvernement, ce budget laisse tomber les femmes. Pendant des périodes de restrictions, il est particulièrement important de faire valoir le droit à l'égalité. Autrement, on attise la haine et le ressentiment.

Aujourd'hui plus que jamais, les Canadiens ont besoin les uns des autres. Nous ne pourrions venir à bout de ces temps difficiles sans collaborer. Nous devons nous connaître mieux, nous respecter et nous aider mutuellement. Nous devons songer à autrui et non seulement à nos sous ou à nos propres enfants.

Peu importe le lieu qu'ils habitent, leur couleur ou leurs habiletés physiques, tous les enfants du Canada sont nos enfants. Ils sont notre présent et notre avenir. Nous sommes responsables d'eux et nous ne pouvons nous permettre de manquer à cette responsabilité. Nous ne pouvons nous permettre de laisser tomber leurs parents, sans quoi nous compromettrons notre avenir et celui du Canada. Nous serons jugés d'après les choix que nous ferons.

J'insiste pour que ce gouvernement commence à faire les bons choix, c'est-à-dire ceux qui donnent de l'espoir aux femmes, aux enfants et aux hommes de ce pays. Ce budget dit aux Canadiennes: «Il n'est pas question d'équité salariale, ni de programme de contestation judiciaire ou de services de garderie.» En fait, son message aux Canadiennes est le suivant: «Apprenez à tenir votre place.»

Mme Barbara Greene (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, j'ai été frappée par les observations de la députée de New Westminster—Burnaby au sujet de la pauvreté et des banques d'aliments, car c'est un des sujets qui m'intéressent particulièrement. Ayant passé deux ans à me battre avec ce problème au Sous-comité sur la pauvreté, je peux dire que l'une des questions que nous avons à résoudre est celle de la responsabilité relative des provinces et du fédéral.

Nous avons recommandé des normes nationales d'aide sociale et aussi un programme élargi de garderies subventionnées, une chose que la députée appuie sans réserve si je ne m'abuse.

Je sais que le ministre est dans une position très délicate car, en premier lieu, certaines provinces sont résolument opposées à toute forme de norme imposée. Deuxièmement, ce serait une initiative très discutable dans le contexte constitutionnel de l'heure.